

Art. 3. Leden 2 en 3, als volgt opgesteld, worden in artikel 5 van hetzelfde besluit ingevoegd :

« Het percentage bedoeld in voorgaand lid, wordt opnieuw geëvalueerd volgens de graad van rendementsverlies van de gehandicapte werknemer, namelijk :

- voor een rendementsverlies tussen 60 en 64 % : + 1 %;
- voor een rendementsverlies tussen 65 en 69 % : + 2 %;
- voor een rendementsverlies tussen 70 en 75 % : + 3 %;
- voor een rendementsverlies van meer dan 75 % : + 4 %.

Die nieuwe evaluatie heeft betrekking op alle gehandicapte werknemers die in het bedrijf voor aangepast werk werkzaam zijn wier rendementsverlies berekend werd op basis van dit besluit. »

Art. 4. Het eerste lid van artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het tegemoetkomingspercentage m.b.t. het rendementsverlies mag in geen geval 85 % overschrijden.

Dat percentage mag evenwel opnieuw geëvalueerd en verhoogd worden zoals voorzien in de artikelen 5 en 6bis van dit besluit. »

Art. 5. Er wordt een als volgt opgesteld artikel 6bis in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Het tegemoetkomingspercentage wordt met 5 % verhoogd voor gehandicapte werknemers die zonder onderbreking werkzaam waren in hetzelfde bedrijf voor aangepast werk op 30 september 1998 en van wie het bruto uurloon op die datum onder het bedrag van 273,69 frank lag.

Het tegemoetkomingspercentage wordt met 5 % verminderd voor de gehandicapte werknemers die zonder onderbreking werkzaam waren in hetzelfde bedrijf voor aangepast werk op 30 september 1998 en van wie het bruto uurloon op die datum boven het bedrag van 273,69 frank lag.

Om de bedrijven voor aangepast werk die een dynamisch loonbeleid voerden niet te bestraffen, wordt de vermindering met 5 % bedoeld in vorig lid niet meer toegepast op werknemers van wie de nieuwe evaluatie van het rendementsverlies op basis van dit besluit werd doorgevoerd en voor wie het nieuw vastgestelde tegemoetkomingspercentage 70 % overschrijdt. »

Art. 6. Het tweede lid van artikel 11 van dit besluit wordt vervangen door de volgende beschikking : « Het tegemoetkomingsbedrag wordt bepaald door de aanvullende vergoeding die naar gelang het rendementsverlies door middel van een percentage wordt vastgesteld, te vermenigvuldigen overeenkomstig de artikelen 5, 6 en 6 bis van dit besluit ».

Art. 7. De bepaling van het tweede streepje van artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door volgende bepaling :

« - ofwel de compensatiepremie voorzien in de artikelen 57 tot en met 65 van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt ».

Art. 8. Het tweede en het derde lid van artikel 29 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 9. Het vierde streepje van het tweede lid van punt B van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« - een voorstel inzake het tegemoetkomingspercentage van het Agentschap. Dat percentage wordt bepaald door een veelvoud van 5 en mag de 85 % niet overschrijden. »

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 11. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6°;

Vu le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée, modifié par le décret de la Région wallonne du 24 novembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 septembre 1998 et le 21 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié le 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le projet d'arrêté a fait l'objet d'un premier avis du Conseil d'Etat le 27 juin 1994, qu'il tient compte des remarques formulées, qu'il a été transmis une nouvelle fois au Conseil d'Etat le 6 novembre 1998, qu'à ce jour le Conseil d'Etat n'a pas remis de nouvel avis malgré le délai raisonnable qui lui a été laissé, que cette situation est préjudiciable, qu'il convient dès lors d'adopter le projet d'arrêté sans délai;

Considérant en outre l'obligation qu'a le Gouvernement de constituer sans retard la commission d'agrément pour répondre aux demandes d'agrément des centres de santé intégrée dont l'examen est actuellement suspendu;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales - Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° association : l'association de santé intégrée dont le siège d'activités est situé sur le territoire de la région de langue française;

2° Ministre : le Ministre qui a la politique de la santé dans ses attributions;

3° la commission : la commission d'agrément visée à l'article 3 du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

4° décret : le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée, modifié par le décret de la Région wallonne du 24 novembre 1994;

5° administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

6° loi : la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section 1^{re}. — De l'accessibilité des associations

Art. 2. Le siège de l'association est ouvert à raison de dix heures par jour du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés.

Une garde médicale est en outre assurée 24 heures sur 24. A cette fin, un système téléphonique sera utilisé. Il permettra au patient d'obtenir une réponse directe à son appel.

Art. 3. L'association s'engage à dispenser des soins et à prester ses services soit sur base du forfait prévu à l'article 52 de la loi, soit sur base du paiement par prestations selon la nomenclature des soins de santé.

Dans ce dernier cas, elle se conformera aux accords conclus sur base de l'article 50 de la loi et appliquera le régime du tiers payant tel que défini par l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 8 de la loi.

L'association s'engage en outre à ne pas exclure des soins et de ses services toute personne qui ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les salles d'attente de l'association et énoncés dans les documents d'informations qu'elle publie.

S'il échet, dans les zones à forte densité de population étrangère ou d'origine étrangère, l'association veillera à collaborer avec les centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère agréés par la Région wallonne, conformément aux modalités du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Section 2. — De la procédure d'octroi, de refus, de renouvellement et de retrait de l'agrément

Art. 4. Le dossier de demande d'agrément est introduit auprès du Ministre par lettre recommandée, qui en accuse réception. Il est instruit par l'administration.

Il comprend les données et documents suivants :

1° une copie des statuts parus au *Moniteur belge* ou de la décision de l'autorité publique de créer l'association de santé intégrée;

2° la liste des membres de l'assemblée générale et des administrateurs de l'ASBL, déposée au greffe du tribunal civil du siège de l'association ou la liste des membres du comité de gestion ainsi que leur qualité lorsqu'il s'agit d'une association créée à l'initiative d'une autorité publique;

3° le secteur desservi par chaque association, le nom des communes comprises en tout ou en partie ainsi que le nombre d'habitants de celles-ci;

4° les jours et heures d'ouverture de l'association;

5° les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

6° les horaires d'activités de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

7° un exemplaire type de la fiche de liaison ou du dossier individuel utilisés;

8° un plan indiquant l'affectation et la destination des locaux;

9° les conditions financières d'accès aux soins et services de l'association.

Art. 5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la réception de l'avis de la commission.

Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 4, le demandeur en est avisé endéans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans les trois mois de la réception de la demande, l'administration établit un rapport sur le dossier. Ce délai est porté à six mois pour une première demande d'agrément et ne prend cours qu'au jour où l'administration est en possession du dossier complet.

L'administration communique le dossier et son rapport à la commission. Dans les deux mois de la réception par elle du dossier, la commission rend un avis motivé qu'elle transmet à l'administration qui communique au Ministre le dossier complet accompagné d'une proposition motivée de décision.

Art. 6. L'agrément est accordé pour une durée de quatre ans.

Art. 7. Le renouvellement de l'agrément doit être demandé douze mois au plus et neuf mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande accompagnée du dossier visé à l'article 4 se fait par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre.

Le dossier est instruit conformément à la procédure prévue à l'article 5.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement dans les deux mois à dater de la réception de l'avis de la commission.

Art. 8. Les décisions de refus, de retrait ou de renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste et sont susceptibles d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision contestée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Lorsqu'il vise un retrait ou un non renouvellement de l'agrément, le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours, le droit aux subventions est octroyé à partir de la date fixée par le Gouvernement.

Art. 9. Lorsque l'administration constate qu'une association ne remplit plus les conditions d'agrément ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle lui adresse une mise en demeure lui rappelant ses obligations.

Le cas échéant, elle transmet au Ministre une proposition de retrait d'agrément après avoir recueilli l'avis de la commission dans un délai d'un mois.

CHAPITRE III. — *Du fonctionnement de la commission d'agrément*

Art. 10. La commission se réunit sur convocation écrite du président ou de son remplaçant chaque fois qu'il le juge nécessaire ainsi qu'à la demande de l'administration, du Ministre ou de la majorité de ses membres.

La convocation comporte les jour, heure, lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Art. 11. La commission ne peut émettre valablement un avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

En cas d'absence ou d'empêchement prévisible, les membres effectifs s'assurent que leurs suppléants peuvent siéger aux jour, heure et lieu fixé par la convocation.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Dans ce cas, quel que soit le nombre de membres présents, la commission délibère valablement.

Art. 12. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 13. La commission établit dans les trois mois qui suivent son installation, son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 14. Les membres de la commission ont droit au remboursement des frais de parcours conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application du présent article, ces membres sont assimilés aux agents titulaires du rang A4.

CHAPITRE IV. — *Du subventionnement des associations de santé intégrée*

Art. 15. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement wallon peut octroyer aux associations agréées des subventions conformément aux règles suivantes :

1° les crédits budgétaires inscrits pour l'exercice considéré sont répartis entre les associations en fonction du nombre de points à elles octroyé suivant les règles visées à l'article 16, multiplié par la valeur d'un point;

2° cette valeur est le résultat de la division du montant des crédits budgétaires réservés à ces associations par le nombre de points totalisé par l'ensemble des associations.

Art. 16. § 1^{er}. Un point est accordé à chaque association agréée par tranche de 20 patients pris en charge au cours de l'année écoulée. Le nombre de points obtenu de la sorte est plafonné à 200.

Pour les associations appliquant le système de financement forfaitaire de l'INAMI, le nombre de patients pris en compte est le nombre de patients inscrits au système forfaitaire de l'INAMI au 31 décembre de l'année écoulée.

Pour les associations utilisant le système de paiement à la prestation, le nombre de patients pris en considération sera le résultat de la formule suivante :

Nombre de contacts prestés en médecine générale dans l'association au cours de l'année écoulée.

Dernier nombre moyen de contacts annuels en médecine générale en Belgique.

Le dernier nombre moyen de contacts annuels en médecine générale en Belgique est déterminé par l'INAMI.

§ 2. Pour la coordination, le nombre de points obtenu au § 1^{er} du présent article est acquis, si toute l'équipe se coordonne au moins une heure par semaine. Il est multiplié par 1,5 si elle se coordonne au moins deux heures par semaine.

§ 3. Pour l'intégration, il est octroyé 50 points supplémentaires si l'association peut justifier que ses travailleurs consacrent au moins 100 heures par an à des fonctions de réseau communautaire.

§ 4. Il est octroyé 400 points pour la fonction d'accueil pour autant que cette fonction soit assurée au moins 38 heures par semaine par une ou des personnes salariées par l'association et qu'elle ne fasse l'objet d'aucun autre financement.

§ 5. Il est accordé 100 points supplémentaires à l'association qui fournit les informations et données anonymes à caractère épidémiologique selon un formulaire-type déterminé par le Ministre.

Art. 17. L'administration est chargée de transmettre à chaque association agréée, un questionnaire permettant de récolter les données utiles au calcul des subventions. Ce questionnaire doit être renvoyé, dûment complété, à l'administration. Celle-ci calculera sur cette base le montant des subventions, qu'elle transmet au Gouvernement wallon. Lors du calcul des subventions, la décimale est arrondie à l'unité inférieure.

Le Ministre détermine les dates et délais applicables à l'exécution des dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Art. 18. § 1^{er}. La subvention est liquidée à raison d'une avance de 80 % au plus tard dans le mois qui suit la signature de l'arrêté d'octroi de subvention pris en exécution de l'article 15 sur base de l'année écoulée.

§ 2. La liquidation du solde s'effectue dès réception du dossier justificatif. Celui-ci doit être transmis à l'administration, au plus tard deux mois après la fin de la période couverte par l'arrêté de subvention.

§ 3. Ce dossier justificatif doit comporter les pièces et éléments suivants :

- 1^o une déclaration de créance en trois exemplaires originaux couvrant le solde de la subvention;
- 2^o le compte des recettes et dépenses se rapportant à l'activité subventionnée ainsi que les justificatifs des dépenses étayés par les preuves de leurs paiements.

§ 4. Les pièces justificatives à fournir en trois exemplaires doivent être numérotées, regroupées par rubrique et accompagnées d'un relevé récapitulatif reprenant le numéro de chaque pièce, son montant, et ce, par rubrique.

§ 5. Les associations constituées en associations sans but lucratif sont tenues de communiquer les pièces justificatives originales, à l'exception toutefois des documents qui, par nature, doivent être transmis à d'autres administrations ou organismes (formulaire 281.10 - 325.10 - 281.50 - 325.50 et déclaration à l'ONSS).

Les pièces originales seront restituées à l'association.

§ 6. Le Ministre peut, s'il échet, imposer la fourniture d'informations et la tenue de certains documents-types aux fins de faciliter le calcul des subsides.

§ 7. L'association qui ne peut remplir ses obligations dans les délais à elle impartis est exclue de la liquidation de solde du subside prévu au § 2 du présent article.

§ 8. L'administration procède à la récupération des montants non justifiés par l'association.

CHAPITRE V. — De l'évaluation périodique des associations

Art. 19. Le contrôle administratif, financier et qualitatif des associations est exercé par les fonctionnaires de l'administration désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux de l'association et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission, dans le respect du secret médical.

Art. 20. L'association agréée qui fait valoir ses droits aux subventions doit tenir une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion de l'association.

L'association agréée transmet au plus tard, deux mois après la fin de la période couverte par l'arrêté d'octroi de subvention, un rapport annuel d'activités dont le modèle est fixé par le Ministre sur proposition de la commission.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 22. Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 2027

[C - 99/27497]

27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 6°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 24 november 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 september 1998 en op 21 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 oktober 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State op 27 juni 1994 een eerste advies heeft uitgebracht m.b.t. het besluitontwerp, dat rekening wordt gehouden met de gemaakte opmerkingen, dat het besluitontwerp op 6 november 1998 opnieuw werd overgemaakt aan de Raad van State, dat de Raad van State tot nu toe geen nieuw advies heeft gegeven ondanks de hem verleende redelijke termijn, dat die toestand nadelig is, dat het besluitontwerp dientengevolge onverwijld dient te worden aangenomen;

Overwegende dat de Regering bovendien verplicht is de erkenningscommissie onverwijld in te stellen om in te spelen op de erkenningsaanvragen betreffende de geïntegreerde gezondheidscentra, waarvan het onderzoek thans opgeschort is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen. — Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° vereniging : de geïntegreerde gezondheidsvereniging waarvan de activiteitenzetel in het Franse taalgebied gelegen is;

2° Minister : de Minister die belast is met het gezondheidsbeleid;

3° de commissie : de erkenningscommissie bedoeld in artikel 3 van het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

4° decreet : het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 24 november 1994;

5° bestuur : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

6° wet : de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Afdeling 1. — De toegankelijkheid van de verenigingen

Art. 2. De zetel van de vereniging is open tien uur per dag van maandag tot en met vrijdag, met uitzondering van feestdagen.

Bovendien wordt er 24 uur op 24 een medische wachtdienst verzorgd. Te dien einde wordt een telefoonsysteem gebruikt waarbij de patiënt een rechtstreeks antwoord op zijn oproep krijgt.

Art. 3. De vereniging verbindt zich ertoe zorg en diensten te verlenen, hetzij op grond van de in artikel 52 van de wet bedoelde vaste prijs, hetzij op grond van de betaling per dienstverlening volgens de nomenclatuur van de gezondheidszorg.

In dat laatste geval zal zij zich gedragen naar de akkoorden die op grond van artikel 50 van de wet gesloten zijn en zal zij het stelsel van de derde-betalende toepassen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 houdende uitvoering van artikel 53, achtste lid, van de wet.

De vereniging verbindt zich er ook toe elke persoon die niet over voldoende financiële middelen beschikt, niet uit te sluiten van haar zorg en diensten.

De tarieven, erelonen en financiële bijdragen worden aangeplakt in de wachtkamers van de vereniging en zijn vermeld in de informatiedocumenten die zij verspreidt.

In voorkomend geval moet de vereniging in de gebieden waar de bevolking bestaat uit een groot aantal vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst samenwerken met de door het Waalse Gewest erkende gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, overeenkomstig de voorschriften van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Afdeling 2. — De procedure voor de toekenning, de weigering, de vernieuwing en de intrekking van de erkenning

Art. 4. Het dossier betreffende de erkenningsaanvraag wordt bij aangetekende brief ingediend bij de Minister die ontvangst daarvan bericht. Het wordt door het bestuur behandeld.

Het bevat de volgende gegevens en documenten :

1° een kopie van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten of van de beslissing van het openbaar bestuur waarbij de geïntegreerde gezondheidsvereniging wordt opgericht;

2° de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de bestuurders van de VZW, die op de griffie van de burgerlijke rechtbank van de verenigingszetel neergelegd wordt, of de lijst van de leden van het beheerscomité alsook hun hoedanigheid als het gaat om een vereniging die op initiatief van een openbaar bestuur opgericht wordt;

3° de sector die door elke vereniging wordt behandeld, de naam van de gemeenten die geheel of gedeeltelijk inbegrepen zijn alsook het aantal bewoners;

4° de openingsdagen en -uren van de vereniging;

5° de namen, titels, diploma's en functies van elk lid van het multidisciplinaire team;

6° de dienstregeling betreffende de activiteiten van elk lid van het multidisciplinaire team;

7° een type-exemplaar van de verbindingsfiche of van het individuele dossier die gebruikt worden;

8° een plan waarin de aanwending en de bestemming van de lokalen zijn vermeld;

9° de financiële voorwaarden voor de toegang tot de zorg en diensten van de vereniging.

Art. 5. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden vanaf de ontvangst van het advies van de commissie.

Als alle in artikel 4 bedoelde documenten en gegevens niet gevoegd worden bij de door het bestuur behandelde aanvraag, wordt de aanvrager binnen twee maanden in kennis daarvan gesteld. Bij gebrek aan advies binnen die termijn, wordt de aanvraag beschouwd als volledig en regelmatig.

Binnen drie maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag wordt een verslag over het dossier opgemaakt door het bestuur. Die termijn wordt tot zes maanden verlengd voor een eerste erkenningsaanvraag en begint te lopen van de dag waarop het bestuur over het volledige dossier beschikt.

Het bestuur stuurt het dossier en zijn verslag aan de commissie op. Binnen twee maanden vanaf de ontvangst van het dossier, geeft de commissie een met redenen omkleed advies aan het bestuur, dat het volledige dossier samen met een met redenen omkleed beslissingsvoorstel meedeelt aan de Minister.

Art. 6. De erkenning wordt voor een duur van vier jaar toegekend.

Art. 7. De vernieuwing van de erkenning moet hoogstens twaalf maanden en ten minste negen maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning worden aangevraagd. De aanvraag, samen met het in artikel 4 bedoelde dossier, wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd aan de Minister.

Het dossier wordt behandeld overeenkomstig de in artikel 5 bedoelde procedure.

De Minister beslist over de vernieuwingsaanvraag binnen twee maanden vanaf de ontvangst van het advies van de commissie.

Art. 8. De beslissingen van weigering, intrekking of vernieuwing van de erkenning worden bij ter post aangetekende brief betekend aan de aanvrager; tegen die beslissingen kan een rechtsmiddel worden aangewend bij de Regering.

Het beroep moet binnen twee maanden vanaf de kennisgeving van de betwiste beslissing bij aangetekende brief worden ingediend bij de Minister die het aan de Regering voorlegt.

Als het beroep betrekking heeft op een intrekking of niet-vernieuwing van de erkenning, heeft het geen schorsende kracht. Als het beroep ontvankelijk is, wordt het recht op de toelagen toegekend vanaf de door de Regering vastgestelde datum.

Art. 9. Als het bestuur vaststelt dat een vereniging niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden of aan haar verplichtingen, krijgt die een aanmaning waarbij zij aan haar verplichtingen wordt herinnerd.

In voorkomend geval, nadat het bestuur binnen de termijn van één maand het advies van de commissie heeft gekregen, wordt een voorstel betreffende de intrekking van de erkenning gestuurd aan de Minister.

HOOFDSTUK III. — *De werking van de erkenningscommissie*

Art. 10. De commissie komt bijeen ingevolge schriftelijke oproeping van de voorzitter of van zijn plaatsvervanger, telkens als hij het noodzakelijk acht, alsook op voordracht van het bestuur, van de Minister of van de meerderheid van haar leden.

De oproeping vermeldt de dag, uur en plaats van de vergadering alsook de agenda.

Art. 11. De commissie kan op geldige wijze advies geven op voorwaarde dat ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

In geval van voorzienbare afwezigheid of verhindering, moeten de gewone leden ervoor zorgen dat hun plaatsvervangers zitting hebben op de op de oproeping vermelde dag, uur en plaats.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt wordt, worden de leden binnen de vijftien volgende dagen opnieuw opgeroepen. In dit geval, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn, beraadslaagt de commissie op geldige wijze.

Art. 12. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Staken de stemmen, dan beslist de stem van de voorzitter.

Art. 13. Het huishoudelijk reglement van de commissie wordt binnen drie maanden na haar installatie opgemaakt en behoeft de goedkeuring van de Regering.

Art. 14. De commissieleden komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van dit artikel worden die leden gelijkgesteld met de personeelsleden van rang A4.

HOOFDSTUK IV. — *De subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen*

Art. 15. Binnen de perken van de begrotingskredieten mag de Waalse Regering toelagen toekennen aan de erkende verenigingen met inachtneming van de volgende regels :

1° de voor het betrokken boekjaar ingeschreven kredieten worden verdeeld onder de verenigingen volgens het aantal punten die hen toegekend zijn met inachtneming van de in artikel 16 bedoelde regels, vermenigvuldigd met de waarde van één punt;

2° die waarde vloeit voort uit de deling van het bedrag van de aan die verenigingen voorbehouden begrotingskredieten door het totaal aantal punten van alle verenigingen.

Art. 16. § 1. Eén punt wordt aan elke erkende vereniging toegekend per groep van 20 patiënten die in het afgelopen jaar behandeld zijn. Het aantal behaalde punten mag niet hoger zijn dan 200.

Wat betreft de verenigingen die het forfaitaire financieringsstelsel van het RIZIV toepassen, is het aantal in aanmerking genomen patiënten gelijk aan het aantal patiënten die op 31 december van het afgelopen jaar ingeschreven zijn in het forfaitaire stelsel van het RIZIV.

Wat betreft de verenigingen die het stelsel van de betaling per dienstverlening gebruiken, is het aantal in aanmerking genomen patiënten het resultaat van de volgende formule :

Aantal dienstverleningen door huisartsen in de vereniging in het afgelopen jaar.

Laatst gemiddeld aantal jaarlijkse dienstverleningen door huisartsen in België.

Het laatste gemiddelde aantal jaarlijkse dienstverleningen door huisartsen in België wordt vastgesteld door het RIZIV.

§ 2. Wat betreft de coördinatie, wordt het aantal punten bedoeld in § 1 van dit artikel bereikt als het hele team ten minste één uur per week bijeenkomt. Het wordt met 1,5 vermenigvuldigd als het team ten minste twee uur per week bijeenkomt.

§ 3. Wat betreft de integratie, worden 50 extra punten toegekend als de vereniging kan bewijzen dat haar werkers ten minste 100 uur per jaar besteden aan functies van het communautaire netwerk.

§ 4. 400 punten worden toegekend voor de onthaalfunctie voor zover die functie ten minste 38 uur per week vervuld wordt door één of meerdere door de vereniging bezoldigde personen en voor zover daarvoor in geen andere financiering wordt voorzien.

§ 5. 100 extra punten worden toegekend aan de vereniging die de naamloze informaties en gegevens van epidemiologische strekking bezorgt volgens een door de Minister vastgesteld type-formulier.

Art. 17. Het bestuur moet een vragenlijst bezorgen aan elke erkende vereniging, waarbij gegevens worden verzameld die nodig zijn voor de berekening van de toelagen. De vragenlijst, die behoorlijk wordt ingevuld, moet het bestuur worden toegestuurd. Op die basis wordt het bedrag van de toelagen door laatstgenoemde berekend en doorgegeven aan de Waalse Regering. Bij de berekening van de toelagen wordt de decimaal naar boven afgerond.

De Minister bepaalt de datums en termijnen die toepasselijk zijn voor de uitvoering van de bepalingen van het eerste lid.

Art. 18. § 1. De toelage wordt op grond van het afgelopen jaar vereffend naar rata van een voorschot van 80 % binnen de maand die volgt op de ondertekening van het ter uitvoering van artikel 15 genomen subsidiëringsbesluit.

§ 2. Het saldo wordt vereffend vanaf de ontvangst van het als bewijsstuk geldende dossier. Het moet aan het bestuur worden gestuurd binnen twee maanden na de door het subsidiëringsbesluit gedekte periode.

§ 3. Dat dossier moet bestaan uit de volgende stukken en elementen :

- 1° een aangifte van schuldvordering in drie originele exemplaren waarbij het saldo van de toelage wordt gedekt;
- 2° de rekening van ontvangsten en uitgaven betreffende de gesubsidieerde activiteit alsook de bewijsstukken van de uitgaven en van de betalingen.

§ 4. De in drie exemplaren over te leggen bewijsstukken worden genummerd, per rubriek gerangschikt en zijn vergezeld van een overzichtsgave met, per rubriek, het nummer van elk stuk en het bedrag daarvan.

§ 5. De als verenigingen zonder winstoogmerk opgerichte verenigingen moeten de oorspronkelijke bewijsstukken overleggen, met uitzondering van de stukken die wegens hun aard gestuurd moeten worden aan andere besturen of instellingen (formulieren 281.10 - 325.10 - 281.50 - 325.50 en aangifte bij de R.S.Z.).

De oorspronkelijke stukken worden aan de vereniging teruggegeven.

§ 6. De Minister mag, in voorkomend geval, het verstrekken van inlichtingen alsook het bijhouden van sommige type-documenten verplicht maken om de berekening van de subsidies te vergemakkelijken.

§ 7. De vereniging die haar verplichtingen niet binnen de gestelde termijn kan vervullen, wordt uitgesloten van de vereffening van het saldo van de in § 2 van dit artikel bedoelde subsidie.

§ 8. De door de vereniging niet verantwoorde bedragen worden door het bestuur teruggeëind.

HOOFDSTUK V. — *De periodieke evaluatie van de verenigingen*

Art. 19. Het administratieve, financiële en kwalitatieve toezicht op de verenigingen wordt uitgeoefend door de te dien einde aangewezen ambtenaren van het bestuur. Ze hebben een vrije toegang tot de lokalen van de vereniging en ze kunnen ter plaatse inzage nemen van de stukken en documenten die ze noodzakelijk achten voor de uitoefening van hun opdracht, met inachtneming van het medisch geheim.

Art. 20. De erkende vereniging die haar rechten op toelagen doet gelden, moet een boekhouding bijhouden waarin de financiële resultaten van het beheer van de vereniging per begrotingsjaar zijn vermeld.

De erkende vereniging stuurt hoogstens twee maanden na het einde van de door het subsidiëringsbesluit gedekte periode een jaarlijks activiteitenverslag waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt op voordracht van de commissie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 22. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX